

RWANDA-ZAIRE

L'EXODE TOURNE AU CAUCHEMAR A GOMA

Dans la ville zairoise qui sert de base à l'opération Turquoise, des obus du Front patriotique sont tombés dimanche sur le flot de réfugiés rwandais: des centaines de personnes, en majorité des femmes et des enfants, ont péri. La catastrophe a accru le découragement des ONG qui avaient déjà du mal à faire face à cet exode massif.

Goma, envoyée spéciale

On ne distingue d'abord qu'une confusion où rien n'accroche le regard, un chaos sans forme, voilé d'une épaisse poussière rouge mélangée à des mottes d'herbe et de terre retournée. Ce n'est qu'au bout de quelques instants que les yeux s'habituent et que l'on voit vraiment. Dans un tas d'objets piétinés avec tant de violence qu'il semblent déchiétés, émerge un bras, un ventre éclaté sous un linceul de mouches, un visage aux yeux encore ouverts, des corps qui ne sont plus des corps tant les os sont broyés, les membres disloqués. De temps en temps, quelqu'un se relève. Au bout de la terreur, les survivants ont dormi là, presque morts au milieu

des morts. Plus bas, au bord du lac Kivu, l'histoire se lit le long de la rive. Un sac de farine éclaté, le fardeau le plus lourd, le premier qu'on a lâché. Puis une natte, un cahier d'écolier, un bébé encore emmaillotté dans le linge où il était porté. Un passeport d'homme enfin. Et l'eau. Pour fuir l'émeute, ils se sont jetés par dizaines dans ce lac trop profond.

Combien de cadavres? 100? 200? 300? Plus? On ne le saura jamais. A quoi bon les compter dans une ville qui n'a plus assez de mains pour ramasser les blessés, plus assez de rues pour que les vivants puissent s'y tenir tous. A Goma, 300 000 habitants, où près de 2 millions de réfugiés rwandais affluent depuis quatre jours, des obus de mortiers sont tombés dimanche dans la cohue des sans-abri.

Justinien, agent de l'Etat et réfugié, affirme que l'affaire est simple: «*Matématique.*» «*Il était 4 h 20 de l'après-midi. On entendait le FPR (Front patriotique rwandais) qui se rapprochait de la frontière. Les derniers des soldats des FAR (Forces armées rwandaises) nous poussaient pour qu'on passe tous. Il y a eu des tirs, puis la peur. Les Zairois nous ont dit d'aller sur les bas-côtés. Ceux qui se sont retrouvés près des murs ont été écrasés, ceux qui ont sauté dans le lac se sont noyés, ceux qui étaient trop petits ont été écrasés. Ceux dont ce n'était pas le jour ont été sauvés et continueront à marcher.*»

Lundi matin, au petit jour, les premiers gestes sont pour fouiller. Une femme: «*Je cherche mon enfant.*» Un vieillard aux jambes brisées se traîne jusqu'à la chaussée. Rampe sur les coudes, centimètre par centimètre, droit devant. «*Il faut bien continuer la route.*» Des enfants seuls, couverts de leurs excréments, refusent de parler, de se lever. Juste à côté, une femme allume un feu pour faire cuire des haricots. Un groupe d'hommes dépêche une vache. Dans le lac, à côté des cadavres, des réfugiés se lavent, font sécher leur linge. «*Comme on l'a trouvé sur des morts, il vaut mieux le laver.*» «*Tout ce que je veux savoir, c'est que Candide est vivant.*» dit Candide, professeur à Kigali.

Devant le désastre, certains camions de la Croix-Rouge font demi-tour. «*On n'y arrivera pas.*», dit un volontaire. Dans Goma à bout de ressources, la catastrophe de dimanche a encore accru le découragement des organisations humanitaires qui n'arrivaient déjà pas à faire face à cet exode massif. Avant d'achever les nouveaux blessés, les seize centres de soins et les deux hôpitaux étaient saturés.

Deux nouvelles antennes, ouvertes le matin même par la Croix-Rouge, ont été débordées par les malades du choléra et de la malaria, qui se trouvaient déjà sur place. Sur la base française, le dispensaire théoriquement réservé aux militaires s'est transformé en centre de soins et l'antenne chirurgicale a effectué les opérations les plus urgentes pendant toute la nuit. «*Notre mandat était théoriquement de nous occuper des déplacés à l'intérieur du Rwanda.*», dit Joanna Grombac, chef de la délégation du CICR à Goma. «*Nous avions 1 000 tonnes de vivres que nous utilisons pour les réfugiés au Zaïre. Mais si nous en avions plus, nous ne pourrions de toute façon pas les distribuer avec seulement cinq camions.*»

Quant à l'eau dont MSF International s'est chargé, les capacités ne sont suf-

fisantes que pour 35 000 personnes, cinq fois moins que ce qu'il faudrait. «*Nous en sommes à un tel point que nous n'osons plus faire de distribution en ville.*», explique Samantha Bolton. «*Cela devient trop dangereux, il y a des émeutes à chaque fois.*» Hier, après le tir de deux obus de mortiers sur les pistes d'atterrissage, les autorités zairoises avaient pris la décision de fermer l'aéroport au trafic autre que militaire, rompant ainsi le pont aérien qui devait amorcer un nouvel approvisionnement. Brian Atwood, directeur de l'Agence américaine pour le développement international (AID), est arrivé hier après-midi à Goma pour annoncer une aide de 31 millions de dollars, notamment de la part du Département de la défense américain. Après avoir souhaité que la force Turquoise reste de toute façon au-delà du 31 juillet, date théorique de la fin de son mandat, il a précisé que: «*S'il n'y a pas de cessez-le-feu, je ne vois pas comment la Mianar, qui doit théoriquement prendre le relais, pourra s'en sortir.*» Et à nouveau, Samantha Bolton de MSF: «*La seule solution est politique, que les Rwandais puissent au moins retourner chez eux.*»

Dans une rue de Goma, près de la frontière, Syrien, instituteur, a rassemblé les réfugiés autour de lui. Jamais il ne rentrera. Il le jure, sur ses enfants morts, sur sa femme perdue dans la foule. «*Même avec un cessez-le-feu, je n'ai pas confiance.*» Chacun approuve. Que faudrait-il? On se regarde. «*Que les Tutsis retournent en Ouganda.*» «*Que le FPR abandonne le pouvoir.*» «*Que le gouvernement nous dise de rentrer.*» Depuis que l'exode s'est arrêté à Goma, les structures villageoises se sont reconstituées peu à peu. Bourgmestres, préfets, lettrés ont repris leur ascendant sur les réfugiés, dans leur immense majorité hutus, paysans et inconditionnels de l'ex-président Habyarimana.

Dans la foule, on écoute, on suit, on répète. La débâcle des Forces armées rwandaises (FAR), elles aussi retirées à Goma face à la poussée du FPR, le repli du gouvernement intérimaire parti pour le Zaïre, comme l'annonçait hier le lieutenant-colonel Bollelli? «*C'est pour mieux contre-attaquer.*», martèle l'instituteur. La très écoutée Radio-Rwanda, organe officiel du gouvernement intérimaire, ne disait rien d'autre sur les ondes hier en fin de journée: «*Le FPR a mis quatre ans pour revenir avec 200 000 personnes. Nous mettrons un mois avec 3 millions.*» Avec 2 millions de réfugiés au Zaïre, il semble bien que le gouvernement intérimaire a entre les mains sa dernière force de négociation.

Florence AUBENAS

Crimée Dufour/Renard

Une réfugiée rwandaise

L'impossible

Les soldats français se les militaires et dignitaires

C'était, sur le terrain, l'officier le plus médiatique de l'opération Turquoise: le colonel Didier Thibaut, du 1^{er} Régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa). Premier à entrer au Rwanda le 23 juin, il a été l'homme à sauver les 8 000 rescapés tutsis du camp de Nyarushishi. On l'a alors vu, abondamment, à la télévision, sur toutes les chaînes, et notamment lors d'une soirée spéciale sur TF1, aux côtés de PDDA. Ensuite, à nouveau, le colonel Thibaut a été en première ligne lors de la création de la «zone humanitaire» française, dans le sud-ouest du Rwanda. A l'égard du Front patriotique rwandais (FPR), il a tenu des propos très musclés. Puis, il a disparu, rappelé en France où, le

Le FPR proclame la fin de la guerre

Le Front patriotique a annoncé un cessez-le-feu de facto et la nomination d'un président «par consensus».

Selon le chef militaire du Front patriotique rwandais (FPR), Paul Kagame, «*la guerre est finie. Il y a au Rwanda un cessez-le-feu de facto, même s'il n'a pas été proclamé.*» Tout en soulignant, hier soir à Kigali, que son mouvement avait «*le droit souverain d'occuper chaque partie du Rwanda.*», l'homme fort du FPR a ajouté: «*Nous n'avons pas l'intention d'attaquer les troupes françaises. Personne n'aurait rien à y gagner.*» Selon le général Kagame, l'arrestation des dignitaires de l'ancien régime, accusés d'être responsables du génocide des Tutsis et, à présent, réfugiés dans la «zone humanitaire française», «*pose problème*», mais celui-ci pourrait être «*réglé par la concertation*» (lire ci-contre).

Cette déclaration est intervenue alors que le Front patriotique a étendu son contrôle sur l'ensemble du Rwanda, à l'exception de l'enclave de protection humanitaire française, un cinquième du territoire national dans le sud-ouest du pays. Le cessez-le-feu unilatéral annoncé par le général Kagame a suivi également la proclamation «par consensus» d'un nouveau président, successeur de Juvénal Habyarimana, mort le 6 avril lorsque son avion fut abattu à l'approche de l'aéroport de Kigali. Il s'agit de Pasteur Bizimungu, quadragénaire et, comme son prédécesseur, un Hutu originaire du nord-ouest du pays. Ancien dirigeant d'une société nationale, ce modéré s'était très tôt rallié aux «rebels tutsis» qui, aux termes des accords de paix signés en juin 1993 à Arusha, comptait lui confier le ministère de

l'intérieur, stratégique en vue de futures élections.

Faute d'un scrutin qui, au mieux, n'aura lieu que d'ici cinq ans, le FPR a annoncé la formation d'un gouvernement «*vraiment national*» pour demain, et la convocation d'un Parlement de 80 députés dans un mois, «*sur la base d'un consensus entre tous les partis*», à l'exception de l'exporti unique et d'une formation extrémiste hutu, d'office exclus. Dirigé par Faustin Twagiramungu, également hutu et leader d'un parti de l'ancienne opposition intérieure, le gouvernement comportera une vingtaine de portefeuilles, dont «*une douzaine*» reviendraient aux quatre partis d'opposition associés. Il était entendu, hier soir, que le général Kagame assumerait à la fois un poste de vice-président et le ministère de la Défense, exerçant la réalité du pouvoir.

L'institutionnalisation d'un nouveau régime a été saluée, dès hier soir, par le chef de la diplomatie américaine, Warren Christopher. «*Dans la tragédie rwandaise, a-t-il en effet déclaré, la seule raison d'optimisme se fonde sur le triomphe du Front patriotique et la formation d'un gouvernement de coalition qui inclut des membres de la tribu hutu.*» Avant le génocide des Tutsis, les Hutus représentaient au Rwanda 85% de la population. Avant-hier, le gouvernement américain avait fermé l'ambassade du Rwanda à Washington, toujours tenue par des représentants de l'ancien régime, priés de «*quitter dans les cinq jours*» les Etats-Unis.

S. Sm